

Bakou, Erévan, Tbilissi : Alliées, concurrentes ou ennemies?

Jean RADVANYI



Éditeur
AFEMOTI

Édition électronique

URL : <http://cemoti.revues.org/1475>
ISSN : 1777-5396

Édition imprimée

Date de publication : 1 juin 1997
ISSN : 0764-9878

Référence électronique

Jean RADVANYI, « Bakou, Erévan, Tbilissi : Alliées, concurrentes ou ennemies? », *Cahiers d'Etudes sur la Méditerranée Orientale et le monde Turco-Iranien* [En ligne], 24 | 1997, mis en ligne le 28 février 2005, consulté le 02 octobre 2016. URL : <http://cemoti.revues.org/1475>

Ce document a été généré automatiquement le 2 octobre 2016.

Tous droits réservés

Bakou, Erévan, Tbilissi : Alliées, concurrentes ou ennemies?

Jean RADVANYI

- 1 Avec l'éclatement de l'URSS et l'accession des trois Etats transcaucasiens¹ à l'indépendance, les trois métropoles caucasiennes sont entrées dans une ère de turbulence et de crise. Pour qui connaissait ces trois capitales du temps de l'URSS, les changements sont à la fois spectaculaires et surprenants. Peut-on déjà dessiner ce que seront les rôles respectifs et les nouveaux visages de ces trois villes millionnaires ? Rien n'est moins sûr tant les données vérifiables font défaut² et tant les projets (dans certains cas on devrait parler plutôt de rodomontades) paraissent magiques. On ne compte plus les déclarations de journalistes ou de politiciens locaux, mais aussi d'observateurs extérieurs, se prêtant à ce curieux jeu de poker qui consiste à affirmer sans sourciller, comme dans les blagues de Radio Erevan : c'est ma capitale qui sera la plus belle et la plus active, mon aéroport (ma banque, ma bourse des valeurs, mon centre de commerce de gros..) qui sera le plus important de toute le région à l'aube du XXIè siècle. Dans les limites d'un premier essai, volontairement bref, nous chercherons cependant à esquisser quelques uns des traits caractéristiques des évolutions en cours.
- 2 Tout comme dans le cas des Etats baltes, il ne faut pas sous-estimer l'importance du fait national qui différencie profondément les trois pays et leur capitale respective. C'était au demeurant déjà largement le cas à l'époque soviétique. L'un des « tours » classiques proposé aux touristes occidentaux était un séjour successif dans les trois capitales transcaucasiennes et il ne fallait pas un long séjour pour se convaincre de leur différence tant sur le plan architectural que linguistique ou national. De fait, pendant toute la période soviétique, ces trois villes s'affirmèrent tranquillement pour ce qu'elles étaient : des cités représentant chacune des cultures anciennes qui maintenaient leur originalité contre vents et marées. Malgré la faible distance qui les sépare, elles ont toutes trois amplement profité de l'originalité de la construction fédérale de l'URSS en développant sur des bases structurelles identiques toute une série d'institutions parallèles que pouvaient leur envier bien des villes de cette taille : Parlement et

gouvernement (même s'ils avaient alors un rôle formel, leur existence même fut un facteur d'adaptation rapide à la situation d'indépendance) ; ensemble d'administrations spécialisées (de l'office statistique à la météorologie..) ; Académies des sciences avec la plupart des instituts de recherche adaptés aux spécialisations des trois économies ; studios de cinéma, opéra, philharmonie, théâtres ; offices républicains de radio et de télévision, maisons d'édition...

- 3 Sur ce plan, l'indépendance acquise entre 1990 et 91 n'a pas apporté de changements fondamentaux. Les trois capitales disposaient déjà de la plupart des fonctions essentielles liées à ce rang. Il faut évoquer cependant plusieurs exceptions notables : la diplomatie, l'armée, les banques centrales. Dans les trois cas, il y avait bien quelques administrations qui remplissaient une partie de ces fonctions mais leur rôle était tout autre et le poids de l'administration fédérale soviétique était fondamental dans ces trois domaines stratégiques. En terme de mutation des fonctions urbaines avec des implications dans le paysage de ces villes, l'ouverture d'ambassades et de représentations de pays ou de firmes étrangères est certainement la première mutation spectaculaire qui ait pris sens après l'indépendance, nous y reviendrons.
- 4 L'absence à peu près totale d'administration ou de structure régionale (transcaucasienne) ne peut nous étonner. C'était déjà le cas à l'époque soviétique où le centre moscovite privilégiait toujours les structures fédérales et un fonctionnement Moscou/république fédérale prise séparément. Les quelques structures régionales étaient peu nombreuses et très spécifiques : direction régionale des chemins de fer, direction du réseau électriques et, sans doute la plus opérationnelle, commandement de la région militaire situé à Tbilissi. Au demeurant, il n'est pas inutile de souligner que la faiblesse de cette intégration régionale³ était due tout autant à la crainte de Moscou de voir se renforcer un quelconque rapprochement régional qui aurait pu favoriser des tendances centrifuges qu'à la volonté jalouse des trois Républiques de défendre le peu de pouvoirs dont elles disposaient. Lors du célèbre épisode des *Sovmarkhoz*, sous Khrouchtchev, quand fut discuté un nouveau découpage des régions économiques proposant de réunir certaines prérogatives au sein d'une « région transcaucasienne », les réactions d'hostilité des spécialistes des trois capitales furent parmi les plus vives et ce projet n'eut jamais de suite.
- 5 L'accession à l'indépendance, portée partout par un très fort mouvement nationaliste conduisit logiquement à renforcer ce souci pointilleux de séparer les fonctions dans le cadre des trois Etats-nations retrouvés et d'occulter, au moins temporairement, les facteurs objectifs de coopération. A cette tendance somme toute compréhensible dans la période de mise en place des institutions étatiques s'ajoutèrent très vite les effets des conflits inter-ethniques, particulièrement sensibles dans les trois capitales. Sans rentrer dans les détails de processus assez largement décrits⁴, encore que les données chiffrées sûres fassent cruellement défaut, on peut souligner ici les grandes tendances. Départ (parfois expulsions forcées suite à des pogroms sanglants comme à Bakou en janvier 1990) de minorités importantes qui formaient depuis des siècles l'image cosmopolite des trois capitales : Arméniens de Bakou (ils étaient 180 000 à Bakou ; on dit qu'il en reste quelques milliers, essentiellement des femmes d'origine arméniennes engagées dans des couples mixtes) mais aussi, même si les causes et le rythme des départs sont tout autres, de Tbilissi (ils étaient 150 000 en 89) ; départ –il avait commencé de fait dès les années 70-80- des Russes (ils étaient en 1989, 295 000 à Bakou, 22 000 à Erévan, 125 000 à Tbilissi) ; départ des juifs d'Azerbaïdjan et de Géorgie (ils étaient 25 000 en Géorgie dont la moitié

dans la capitale, ils seraient moins de 10 000 aujourd'hui au total). Au cours de cet exode massif lié en partie à des exactions directes, en partie au sentiment diffus d'insécurité lié à la vague nationaliste, bien d'autres communautés ont vu leur nombre fondre : Kurdes d'Erevan, Allemands de Tbilissi...

- 6 Parallèlement à ces départs, on assistait à l'afflux dans les trois capitales de dizaines de milliers de réfugiés en provenance des zones respectives de conflit : Abkhazie, Haut Karabagh et régions occupées par les forces arméniennes, régions azéries vidées de leurs habitants arméniens. Ces nouveaux venus, souvent ruraux, s'entassèrent dans tous les locaux disponibles, y compris au cœur des villes (à Tbilissi, l'hôtel Ivéria, autrefois réservé aux hôtes d'Intourist est encore aujourd'hui occupé par des réfugiés de Soukhoumi...) ou dans des camps de fortune à la périphérie. Dans les trois cas, cette masse importante (plusieurs dizaines de milliers à Tbilissi et Erévan, sans doute encore plus à Bakou) a contribué à modifier sensiblement le visage de la ville avec pendant des années des populations instables et désœuvrées, attirées rapidement par les emplois faciles et mal rémunérés du commerce et des services. A Tbilissi par exemple, les tensions sont très sensibles entre la population « autochtone » et ces nouveaux venus, Géorgiens de l'ouest, qu'on accuse d'accaparer les aides, les logements vacants, et aussi d'avoir constitué de véritables mafias contrôlant une grande partie du marché de l'alimentation de la capitale.
- 7 Les conséquences de ces mouvements croisés sont particulièrement sensibles sous trois aspects. Après une longue période où les trois capitales transcaucasiennes étaient réputées pour leur population cosmopolite, on est visiblement entré dans une phase d'homogénéisation de leur composition ethnique avec la prééminence affirmée des nationaux. Cette évolution en induit une autre très visible dans les trois cas : l'effacement rapide du russe, remplacé partout (noms des rues, enseignes de magasins, de services ou d'administrations, réclames..) par un curieux mélange constitué par les langues nationales (et dans le cas de Bakou, les caractères latins remplaçant progressivement le cyrillique) et l'anglais qui s'affiche volontiers à la suite de Coca-Cola qui avait équipé dès 1991-92 pratiquement tous les cafés des trois villes. Enfin, l'évolution de la composition ethnique et sociologique des trois villes crée toute une série de problèmes sociaux et économiques (charge démographique, quartier déshérités aux limites du bidonville dans certains faubourg de Bakou..) qui viennent s'ajouter à des situations qui, sans être catastrophiques, étaient déjà relativement tendues à la fin de la période soviétique.
- 8 La déstabilisation des économies républicaines liées à l'éclatement de l'URSS et à la mise en place de nouvelles règles du jeu dans tous les domaines a eu des effets particulièrement sensibles dans les trois capitales. Sans que l'on puisse la chiffrer avec rigueur, la réduction très importante des productions est manifeste. Le système soviétique avait assigné aux trois villes des places spécifiques dans la répartition fédérale des tâches. Outre le développement des secteurs traditionnels tant industriels (agro-alimentaire, textile, travail du cuir) que dans le tertiaire (tourisme), un effort particulier avait été entrepris pour développer, selon les normes idéologiques et économiques de l'époque, des secteurs industriels singuliers, très intégrés dans l'ensemble soviétique et qui constituèrent pendant des décennies les secteurs moteurs de l'économie des trois capitales et même nationale, étant donné leur part dans le PIB du pays : pétrochimie, matériels de prospection et d'exploitation pétrolière, industries électro-techniques à Bakou : métallurgie, automobile, chimie des plastiques à Erévan ; aviation et matériels de transport ferroviaire à Tbilissi. Dans tous les cas, étant données les dépendances en matières premières et les rapports productivité/qualité/coût, ces industries ne peuvent

plus fonctionner en dehors du cadre soviétique et leur reconversion/modernisation s'avère des plus délicates. Elles tournent en général au ralenti et leur production actuelle n'est souvent pas liée au profil initial (production de petits matériels ménagers ou d'outils non spécialisés..). Constituant le cœur des systèmes industriels fortement intégrés, leur quasi fermeture a eu des conséquences importantes en terme d'emploi et de salaires, même si dans la plupart des cas les employés sont demeurés formellement salariés des entreprises.

- 9 Cet effondrement des productions a été accentué dans le cas des trois capitales transcaucasiennes du fait des blocus croisés consécutifs aux conflits en cours, blocus des transport généraux et aussi des approvisionnements énergétiques par tubes ou lignes à haute tension. La quasi fermeture des des deux principales voies d'accès à la Russie (les deux voies ferrées littorales) dès 1992-93 a été particulièrement funeste, privant les économies des trois Etats aussi bien de possibilités de recevoir des approvisionnements que d'exporter leurs productions vers leur principal client traditionnel. Cette situation fut particulièrement ressentie à Erevan où s'ajoutèrent les effets d'une campagne écologique peu cohérente mais dont l'impact populaire conduisit à fermer la centrale nucléaire de Metsamor (dans la banlieue de la ville) et plusieurs unités industrielles chimiques. Dans les deux cas, les autorités devront revenir sur ces fermetures dans des conditions difficiles. Tbilissi ne fut guère de reste, aux blocus septentrionaux s'ajoutant une véritable guerre civile qui détruisit une petite partie du centre ville. La sévérité des blocus fut un peu moins sévère à Bakou qui disposa toujours d'approvisionnements énergétiques suffisant pour une consommation en forte baisse.
- 10 Contrairement à ce qu'on pourrait supposer, la crise n'est pas moins grave dans les secteurs plus traditionnels, pourtant moins dépendants d'approvisionnements extérieurs (si on excepte l'énergie) puisque reposant pour l'essentiel sur des matières premières agricoles locales. Mais il faut compter là sur deux facteurs cruciaux. Ces unités des industries légères et agro-alimentaires étaient réputées pour être, dans le système soviétique, parmi les plus vétustes avec des équipements obsolètes et des conditions de productivités très faibles. Ces défauts vont apparaître au grand jour lors de la privatisation rapide en Arménie et en Géorgie, plus lente en Azerbaïdjan. S'ajoutant à la coupure avec le client traditionnel russe, cette incapacité à se mettre rapidement au diapason de la concurrence internationale va provoquer une rupture décisive lors de l'ouverture très rapide sur l'extérieur. On vit alors très vite les marchés des trois capitales submergées par des produits bon marchés en provenance de Turquie, du Proche et Moyen Orient et d'Occident, avec à Erevan un phénomène spécifique lié au blocus qui explique que la plupart des produits commercialisés viennent d'Iran. Or ce choc du marché risque bien d'avoir des conséquences dramatiques à moyen et long terme. D'une part parce que les intermédiaires nationaux qui s'engouffrèrent dans la chaîne de l'import export (certains segments de ce commerce – alcools, cigarettes, produits pétroliers, automobiles, sans parler de la drogue et des armes..- sont considérés comme les activités les plus lucratives des cinq dernières années) constituent désormais des lobbies actifs et redoutés qui ne sont pas prêts à se laisser ravir des opportunités très profitables. En second lieu, et c'est là un aspect plus fondamental, cet afflux de produits importés, même s'ils sont de qualité médiocre (mais on a vu ces dernières années apparaître de nombreux commerces de luxe présentant des gammes de produits occidentaux de plus en plus larges avec le concours de nombreuses marques Adidas, Nike, Sony...) entre directement en

concurrence avec les tentatives de remettre sur pied des productions locales qui, dans des Etats aussi petits, risquent fort de disparaître à jamais dans des secteurs entiers.

- 11 Tous les observateurs le reconnaissent, la période de crise aiguë est passée. Les hivers des années 1989-93 resteront à jamais dans la mémoire des habitants d'Erevan avec le froid glacial dans des appartements privés de gaz, d'électricité, d'eau. On avait pratiquement l'impression d'une ville vidée de ses forces vives, tournant au ralenti. On a retrouvé cette vision à Tbilissi entre 1992 et 1995, aux coupures de courant et d'eau s'ajoutant ici une situation politique très dégradée, le pouvoir politique officiel ne parvenant même plus à contrôler réellement les rues de la capitale sillonnées de milices armées qui multipliaient les barrages sauvages, rançonnant et terrorisant la population. Ces phases exacerbées sont heureusement dépassées et les deux capitales ont retrouvées une activité, un trafic automobile et une animation commerciale quasi normale, se rapprochant ainsi de Bakou qui n'a pratiquement pas connu ces excès, à l'exception des brèves périodes de crise (pogroms de janvier 1990, tentatives de coup d'Etat..). Pour autant, Erevan et Tbilissi n'ont pas retrouvé complètement leur physionomie habituelle : les réseaux routiers et les infrastructures générales (voierie, tout à l'égout, réseaux de gaz, d'eau, d'électricité) sont dans un état désastreux. Des quartiers entiers semblent sortir d'une véritable guerre, même ceux qui n'ont eu à souffrir aucun affrontement direct.
- 12 Le contraste est d'autant plus grand entre les centres villes où l'on voit se multiplier des exemples de reconstruction ou de construction –non sans une certaine anarchie architecturale et urbanistique– et les quartiers un peu à l'écart, laissés à l'abandon (certains étaient déjà dans un état pitoyable à la fin de la période soviétique). Les exemples de reconstruction concernent plusieurs catégories de services et de couches sociales. La plupart sont d'une façon ou d'une autre liées à des investissements ou plutôt – car les investissements directs demeurent rares– à des partenariats avec des étrangers qui ne sont souvent que des ressortissants nationaux exilés et enrichis. On assiste alors à plusieurs phénomènes classiques : une sorte de revitalisation au compte-goutte, par îlots, par immeubles isolés (en général, des magasins, des sièges d'agence ou de firmes), associées à une spéculation sans doute moindre que dans le centre moscovite mais qui, compte tenu des conditions locales, élargit de façon irrémédiable le fossé séparant ceux qui peuvent acheter et les autres.
- 13 L'essor des services est spectaculaire et a déjà des effets sensibles sur l'occupation de l'espace urbain tant dans le centre que dans les quartiers périphériques. Comme dans toutes les grandes villes de l'ex-URSS, on assiste en effet à une réoccupation d'espaces autrefois non valorisés mais qui conviennent tout à fait aux activités commerciales : rez-de-chaussées bas voire caves, cours, premiers étages transformés en bureaux ou locaux de vente. Dans nos trois métropoles, une des évolutions les plus fascinantes est la transformation d'une pièce de nombreux appartements de rez-de-chaussée ou des garages en petit commerce ouvert nuit et jour à la demande et qui proposent des marchandises de bases diverses (alcools, cigarettes, épicerie) fournissant aux familles un complément de revenus. Ceux qui ne disposent pas d'un tel local tentent parfois leur chance sur les trottoirs avec de petites cahutes disposées de la façon la plus anarchique. On peut penser que ces formes de commerce sauvage disparaîtront peu à peu –grâce entre autres aux pressions administratives et fiscales– au profit de magasins installés de façon plus durable et plus spécialisés, processus déjà sensible dans le centre où l'on voit déjà des efforts de présentation (vitrines, étalages..).

- 14 Quoiqu'encore peu étudiées, les conséquences de ces mutations sont déjà sensibles sur le marché foncier. Après la période de choc où certains se débarrassaient d'appartements dans le seul but de fuir un environnement inquiétant (on dit que certains appartements d'Erévan se vendaient pour le prix d'un billet d'avion pour Moscou), les lois du marché se font désormais sentir avec une gradation sensible selon la localisation par rapport aux axes de transport, selon les caractéristiques urbanistiques (calme, vue..), architecturales (appartements staliniens du centre, vieux immeubles plus ou moins délabrés, maisons individuelles..). Une des difficultés est d'apprécier les travaux de restauration à effectuer après des décennies de laisser aller. Dans bien des cas, les plus fortunés achètent d'abord un emplacement puis font place nette en détruisant tout pour reconstruire à neuf. Le risque est grand dans ces conditions que certains quartiers des centres urbains perdent à jamais leur charme mais il faut bien avouer qu'une partie de ce charme reposait sur un état de l'habitat peu compatible avec les conditions d'hygiène et de confort moderne.
- 15 Tout cet ensemble de mutations est de nature à accentuer très fortement les tensions sociales. On observe déjà des modes de fonctionnement très différents selon les catégories sociales. Les étrangers se regroupent selon quelques îlots protégés quasi militairement : l'hôtel Hyatt Regency à Bakou, le Metekhi à Tbilissi –les chambres y coûtent au moins 200 \$ la nuit soit plus de six fois le salaire mensuel moyen-, quelques clubs et restaurants, les quartiers des ambassades et des représentations internationales. Les nouveaux riches sillonnent les capitales en Mercedes ou BMW dernier cri avec radio-téléphone et vitres teintées, entre ces mêmes quartiers où ils ont en général un appartement restauré et des villas situées sur les hauteurs plus fraîches, comme le faisait déjà la nomenklatura (mais ce sont souvent les mêmes familles) à l'époque soviétique.
- 16 Les conditions de vie des catégories moins favorisées sont difficiles, parfois dramatiques : coupures d'eau et de courant (notamment moins fréquentes dans les quartiers centraux) ; transports chers et rares (une partie des transports en commun est de fait privatisée) ; logements délabrés ; revenus qui ne permettent le plus souvent que d'acheter du pain et quelques légumes, rarement de la viande ou des laitages, produits demeurés toujours chers dans ces terres d'élevage. On ne peut donc s'étonner des inquiétudes manifestées par certains observateurs qui redoutent de nouvelles tensions, au départ sur fond social, mais qui, dans le contexte tendu d'un Caucase pas vraiment pacifié, pourraient relancer des affrontements ethniques.
- 17 Un dernier élément vient bouleverser le fonctionnement des trois métropoles : les modifications spectaculaires des réseaux de transports régionaux et zonaux. A l'époque soviétique, l'ensemble de la Transcaucasie était organisé comme une région cul-de-sac rattachée à la Russie. Les frontières méridionales n'étaient ouvertes que parcimonieusement : les rares points de passage entre l'Arménie, la Géorgie et la Turquie n'étaient ouverts qu'épisodiquement et pratiquement indisponibles pour le trafic local ou transfrontalier. Les relations entre l'Azerbaïdjan et l'Iran étaient plus régulières mais il s'agissait surtout de commerce soviétique (gaz, marchandises diverses contrôlées depuis Moscou) et les possibilités d'échanges entre les communautés azéries de part et d'autre de la frontière étaient quasi nulles.
- 18 Nous nous trouvons aujourd'hui dans une situation totalement inversée : depuis 1992-94, les relations avec la Russie sont devenues difficiles faute d'axe de transport. L'axe pontique est totalement fermé au trafic commercial normal (on ne peut exclure une certaine contrebande). L'axe caspien a fonctionné au compte-goutte, selon la volonté des autorités russes. Lié officiellement aux effets du conflit tchéchène, ce quasi blocus

sanctionnait en réalité Bakou pour sa mauvaise volonté à intégrer les structures de la CEI, en particuliers ses volets militaires et frontaliers. Le trafic routier a repris en octobre 1997 et la voie ferrée devrait reprendre ses activités après la rencontre au sommet entre B. Eltsine et G. Aliev. Le trafic maritime demeure particulièrement réduit entre Bakou et les ports russes ou cente-asiatiques à la fois du fait des enjeux politiques mais aussi en raison de l'état de vétusté des installations endommagées de surcroît par la montée spectaculaire des eaux de la Caspienne. Coupés matériellement de leur partenaire traditionnel du nord, les trois Etats se sont par contre largement ouverts vers le sud, autant que le permettait l'état des relations avec leurs voisins méridionaux. On a vu ainsi toute une série de points de passage ouvrir ou rouvrir, les plus notables étant la construction des ponts de l'Araxe, permettant de passer du Nakhitchevan en Turquie et d'Arménie en Iran.

- 19 Nous n'analyserons pas le détail de ces mutations ni leur possible évolution (tôt ou tard, le trafic reprendra sur les deux axes ferroviaires avec la Russie) largement commentées par ailleurs⁵ mais on peut tenter d'évaluer les effets possibles de cette redistribution des flux sur les trois métropoles. On assiste en effet à une étrange lutte aux acteurs multiples pour la réorganisation de cet espace stratégique. Désireux de se dégager de l'influence jusqu'ici prépondérante de leur grand voisin et puissance tutélaire russe, Bakou et Tbilissi, avec l'aide très active des grands acteurs internationaux (U.E, OTAN, BERD, FMI) et des sociétés financières et pétrolières, se sont engagés résolument dans la mise en place d'un nouvel axe stratégique, le TRACECA (Transport Corridor Europe, Caucase, Asie). Activement soutenus par les instances européennes et atlantiques, les deux pays ont multiplié les contacts et signé toute une série d'accords avec d'un côté le Turkménistan, l'Ouzbékistan et le Kirghizistan, de l'autre l'Ukraine. Le Kazakhstan pourrait s'adjoindre à ce projet. L'Iran s'est aussi déclaré intéressé mais on connaît les réticences sur ce point des Occidentaux.
- 20 Dans ce projet, Erevan se voit automatiquement marginalisé. Enclavée sans aucun débouché sur la mer, l'Arménie payerait ici au prix fort à la fois sa situation géographique et l'incapacité à trouver un compromis dans le conflit du Karabagh et des régions occupées d'Azerbaïdjan. On peut cependant imaginer que sur l'axe principal (reliant Bakou à Poti via Tbilissi), se greffent des axes secondaires dont l'un pourrait être Iran-Erevan-Poti via Meghri, l'autre pourrait venir de Vladikavkaz ou de Grozny. Dans toutes ces hypothèses, on voit déjà se définir implicitement les rôles des trois capitales : Bakou compte sur sa richesse pétrolière et sur la présence des grands investisseurs occidentaux pour devenir une capitale économique majeure, ce qu'elle fut relativement au tournant du siècle précédent. Tbilissi compte sur sa relative neutralité pour devenir le lieu obligé des rencontres entre les trois Etats transcaucasiens et donc le siège des associations régionales. Erevan ne profiterait guère de ce projet sauf si, le conflit du Karabagh étant réglé, la variante méridionale de l'olédu Caspienne-Ceyhan (le terminal turc sur la Méditerranée) passait en territoire arménien.
- 21 Tous ces projets, toutes ces hypothèses agitent amplement les microcosmes politiques des trois capitales. Il faut cependant demeurer prudent. Comme le font très justement remarquer quelques commentateurs (voir par exemple l'article de Thomas Goltz dans *Warreport*, étude citée), bien des obstacles demeurent à lever : règlement définitif des conflits, élimination des tentations terroristes de ceux qui n'auront pas entièrement gain de cause (on a prêté de telles intentions à Robert Kocharian alors président du Haut Karabagh avant qu'il ne devienne premier ministre d'Arménie..). Il faut enfin tenir

compte des pressions russes et aussi sans doute de la réalité des intentions occidentales pas forcément désireuses de s'engager dans tous les projets annoncés avant que la stabilisation de cette région turbulente ne soit véritablement confirmée.

NOTES

1. Les Arméniens, les Azéris et les Géorgiens sont nombreux à récuser ce terme issu du vocabulaire géopolitique russe. Ils tentent de faire admettre celui de Caucase méridional.
2. Nous ne sommes même pas sûr de la population des trois villes à quelques dizaines (centaines) de milliers d'habitants près ! Les derniers chiffres fournis par le Comité statistique de la CEI donnent (au 1/1/96) Bakou : 1,1 millions d'hab. (sans doute hors agglomération contre 1,794 au recensement de 1989 pour toute l'agglomération) Erévan : 1,2 (contre 1,199) ; Tbilissi 1,2 (contre 1,26). Mais on sait que ces chiffres sont incertains soit que les autorités gonflent ou sous-estiment les flux de réfugiés, soit qu'elles tentent de masquer certains départs, en particulier quand il s'agit d'une partie des élites nationales.
3. Voir à ce sujet J. Radvanyi « La « Maison caucasienne », fondement d'une recomposition régionale ? » in *Arménie, Azerbaïdjan, Géorgie, l'an V des indépendances*, Etudes de la Documentation Française, Paris, 1996.
4. Voir *Le Caucase post-soviétique : la transition dans le conflit* sous la direction de Mohammad-Reza Djalili, Bruylant, Bruxelles 1995 et N. Beroutchachvili et J. Radvanyi, *Atlas géopolitique unformatique du Caucase*, INALCO, Paris, 1996.
5. On peut renvoyer au riche dossier publié par Warreport, *Bulletin of the Institute for War & Peace Reporting* N°50, Londres, avril 1997.